Burundi: un nouveau gouvernement controversé

RFI, 29/06/2020 La désignation des membres du nouveau gouvernement burundais crée des remous, un gouvernement resserré qui passe de 21 à 15 membres pour un pays qui fait face à une crise économique. Bujumbura assure qu'il s'agit d'un gouvernement de technocrates mais quelques noms inquià tent les défenseurs des droits l'homme.

C'est le cas notamment de celui du ministre de l'Intérieur et de la sécurité publique, sous sanctions internationale dont le nom serait cité dans les enquêtes de la Cour pénale internationale. Du cà té de Bujumbura, on insiste sur la compétence des membres de ce gouvernement restreint et sur leur représentativité, quand il n'y a qu'un seul ministÃ"re qui est tenu par un autre parti politique que le CNDD-FDD. Mais il y a, énumà re-t-on, deux magistrats, un policier, un membre de la société civile et même une femme de l'ethnie Twa, une premià re. On indique également qu'il v a connaisseurs de leurs dossiers comme le nouveau ministre des Affaires étrangÃ"res qui, souligne-t-on, s'est fait un nom comme ambassadeur A New York, dans une pA©riode trA s difficile. Mais ce casting inquiA te la sociA©tA© civile. A «A Le Collectif des avocats des victimes et parties civiles n'entend pas se prononcer sur le choix politique. Il peut cependant constater que nombre de membres du gouvernement nouvellement nommés ont été cités dans le cadre des enquÃates menées par la CPI. Si des mandats d'arrÃat sont émis, il faudra en assurer l'exécution Â», a déclaré Maîtı Niyongere, coordonnateur d'un collectif d'avocats de victimes de la répression au Burundi. Pour Carina Tersakian, de l'Initiative pour les droits humains au Burundi, l'un des points les plus sombres est la présence à la tête du ministèi l'Intérieur et de la Sécurité publique du Général Gervais Ndirakobuca, sous sanctions internationales. Â «Â Gervai Ndirakobuca c'est quelqu'un qui a participé à de trà s graves violations de droits humains, notamment depuis le début la crise au Burundi, en 2015 », a-t-elle souligné. Pour Bujumbura, ces sanctions contre des officiels burundais sont injustes comme injustifiés. Le pays avait claqué la porte de la CPI juste avant l'annonce publique de l'ouverture dâ€ enquête.

Â

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});

https://www.arib.info Propulsé par Joomla! Généré: 25 April, 2024, 21:42